

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE,
DE L'ECONOMIE FORESTIERE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

-=-=-=-=-

DIRECTION GENERALE L'ECONOMIE
FORESTIERE

-=-=-=-=-

DIRECTION DES FORETS

-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

-=-=-=-=-

**Atelier de travail COMIFAC "FLEGT-instruments politiques
et implications techniques" avec le soutien des membres PFBC**

**Impact des négociations FLEGT sur le cadre institutionnel,
et réglementaire en République du Congo**

Par : Grégoire NKEOUA, Directeur des Forêts

Mars 2010

Sommaire

1.- Introduction

2.- Atouts du Congo

3.- Organisation des négociations et résultats

4.- organes de suivi des négociations de l'APV

5.- Documents élaborés

6.- Impact des négociations sur le cadre réglementaire et institutionnel



6.1.- Cadre légal et réglementaire

6.2.- Cadre institutionnel


6.3.- Gestion des informations forestières

7.- Conclusion

1.- Introduction


- Préoccupation de la communauté internationale sur les coupes illégales des bois (conférence ministérielle de Bali en 2001 et de Yaoundé en octobre 2003) 
 - améliorer la transparence dans la gestion des bois ;
 - renforcer l'application de la loi forestière et
- Mise en place par l'Union du plan d'action FLEGT ;
- Adhésion au Congo au processus FLEGT et demande d'ouverture de négociation de l'Accord de Partenariat Volontaire (APV) du Gouvernement congolais à l'Union Européenne (lettres du 30 janvier 2008 et 17 juin 2008  définition de la légalité forestière et mise en place d'un outil de base pour sa vérification.

2.- Atouts du Congo

- Adoption par le Congo d'une politique de gestion des forêts en 2000 
promulgation d'une nouvelle loi forestière, la loi 16-2000 du 20 novembre 2000 portant code forestier ;
- Existence des dispositions réglementaires, notamment le décret 2002-437 du 31 décembre 2002 sur :
 - Les procédures de contrôle de la chaîne d'approvisionnement (suivi de la traçabilité des bois)
 - Les supports de suivi de la traçabilité des bois ;

- Existence d'un cadre institutionnel renforcé :
 - Services décongestionnés dans tous les Départements administratifs (12 directions départementales des Eaux et Forêts) et dans tous les districts (54 brigades forestières) ;
 - Création par la loi 16-2000 d'une inspection générale des eaux et forêts ;
 - Création par la loi 16-2000 du service de contrôle des produits forestiers à l'exportation.
- Mise en œuvre d'un programme d'aménagement des concessions forestières (17 concessions forestières sous aménagement couvrant 5.818.454 ha, dont 6 concessions disposant des plans d'aménagement d'une superficie totale de 3.227.206 ha) ;
- Mise en œuvre d'un projet relatif au Système d'Information et de Gestion Forestière (SIGEF-Congo).

3.- Organisation des négociations et résultats

- Tenue de la 1^{ère} session de négociation les 24 et 25 juillet à Brazzaville 
- Adoption d'une feuille de route (calendrier des réunions et thèmes à aborder) :
 - 4 sessions formelles tenues de manière alternée à Brazzaville et à Bruxelles ;
 - 6 sessions techniques par vidéo conférence organisées ;
 - 4 sessions du Groupe Consultatif National organisées.

- Signature de l'APV le 09 mai 2009 à Brazzaville ;
- Délivrance de la 1^{ère} licence FLEGT prévue en juillet 2011 ;

4.- Organes de suivi des négociations de l'APV

- négociateur : Henri DJOMBO, Ministre en charge des Forêts ;
- secrétariat technique :
 - Organe de suivi du processus FLEGT
 - Composition : 12 membres provenant du secteur public (Administration Forestière, Administration des Douanes, Administration du Commerce, Ministère du Plan) du secteur privé et de la société civile.
- Groupe Consultatif National : Organe consultatif regroupant les principales parties prenantes à la gestion forestière

5.- Documents élaborés

– Grilles de légalité

- Principes d'élaboration

- ✓ Élaboration de la grille en tenant compte des trois piliers de la gestion durable des forêts, à savoir : l'économie, le social et l'environnement ;
- ✓ Élaboration de la grille de légalité dans une approche participative associant les principaux acteurs à la gestion des forêts (administrations publiques, secteur privé, ONG) ;
- ✓ Prise en compte de l'ensemble des lois et règlements nationaux, conventions et accords internationaux signés par le Congo concernant les aspects liés :
 - ❖ aux activités d'exploitation, de transformation, du commerce et transport du bois ;
 - ❖ à la protection et la conservation de l'environnement ;
 - ❖ aux conditions et droits des travailleurs ;
 - ❖ aux droits des populations locales et autochtones.

- Résultats obtenus
 - ✓ Une grille de légalité des bois des forêt naturelles (5 principes, 23 critères, 65 indicateurs et 162 vérificateurs) ;
 - ✓ Une grille de légalité des bois de plantations forestières (5 principes, 20 critères, 56 indicateurs et 141 vérificateurs).
- Description du schéma de la traçabilité des bois, avec les propositions d'amélioration ;
- Description des procédures de vérification de la légalité par l'Inspection Générale de l'Économie Forestière, avec l'appui des services décongestionnés de l'Administration Forestière et des autres administrations concernées ;
- Description des procédures de contrôle par les services décongestionnés de l'Administration Forestière et des autres administrations concernées ;
- Description de la gestion des données dans la chaîne de traçabilité sur la base du Système d'Information et de Gestion Forestière (SIGEF-Congo) ;
- Elaboration des termes de références de l'audit indépendant.

6.- Impact des négociations sur le cadre réglementaire et institutionnel

L'élaboration des grilles de légalité et la nécessité d'améliorer la traçabilité des bois ont mis en évidence la non prise en compte dans la réglementation de certains aspects directs et indirects liés à la gestion, l'exploitation et la transformation des ressources forestières, tels que :

- L'absence des textes réglementaires précisant les conditions d'implication des populations locales et autochtones, bien que le principe d'implication soit consacré par la loi forestière et la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ;
- L'utilisation par les sociétés forestières engagées dans l'élaboration des plans d'aménagement des nouveaux supports, qui garantissent une fiabilité du système de traçabilité, mais ne faisant pas l'objet d'une réglementation ;
- La non réglementation des procédures de contrôle des bois par le Service de Contrôle des Produits Forestiers à l'Exportation ;
- La non réglementation des normes en matière de sylviculture utilisées par Eucalyptus Fibre Congo (EFC) ou les entreprises précédentes ;
- La perte de la traçabilité des bois au niveau des unités de transformation ;
- La destination des bois coupés illégalement et saisis par la l'Administration Forestière non précisée (non intégration de ces bois dans le circuit commercial des bois légaux) ;
- L'enregistrement des bois coupés lors de la construction des routes, en dehors des coupes annuelles, non précisé ;

- Le contrôle des bois en grumes importés au Congo des pays limitrophes non précisés ;
- Les procédures de contrôle des bois en transit au Congo non précisées ;
- La non réglementation de certains aspects concernant l'environnement, tels que les conditions d'approbation des études d'impact et le contrôle du respect des textes en la matière ne sont pas précisés par un texte réglementaire.

6.1.- Cadre légal et réglementaire

- Nécessité de réglementer les aspects ci-dessus évoqués ;
- Identification des projets de textes réglementaires pour les aspects ci-après :
 - Environnement
 - ✓ arrêté précisant les modalités de réalisation et d'approbation des études d'impact ;
 - ✓ arrêté sur les procédures de contrôle/d'inspection par la Direction Générale de l'Environnement, du respect des dispositions légales et réglementaires en matière d'environnement.

- Droit des populations
 - ✓ loi portant promotion et protection des droits des peuples autochtones en République du Congo.


- Travail
 - ✓ texte précisant la délivrance d'attestation de formation ;
 - ✓ modèles de registre de paie ;
 - ✓ modèles de registre d'accidents du travail et de sécurité.

- Forêts
 - ✓ modalités de classement et de déclassement des forêts ;
 - ✓ principes de la traçabilité des bois ;
 - ✓ détermination des nouveaux supports de la traçabilité des bois
 - ✓ procédures de contrôle des bois à l'importation et à l'exportation et des bois en transit ;
 - ✓ modalités de réception des biens ou des ouvrages, permettant de prouver le respect des cahiers des charges et protocoles d'accord ;
 - ✓ conditions de cession des plantations de l'Etat à des tiers ;

- ✓ définition des normes en matière de sylviculture pour les plantations ;
- ✓ modalités d'implication des populations locales, autochtones et de la société civile dans le processus de classement et de déclassement des forêts ;
- ✓ implication des populations riveraines et de la société civile à la gestion des concessions forestières ;
- ✓ implication des communautés locales, des populations autochtones et de la société civile à la prise de décision dans l'élaboration des cahiers de charges ;
- ✓ gestion des forêts communautaires, (nature de forêt communautaire, processus de zonage et procédures de gestion de ces forêts, en garantissant l'implication de tous les acteurs) ;
- ✓ implication des communautés et des populations autochtones dans l'élaboration des plans d'aménagement des concessions forestières, notamment dans le zonage des séries de développement communautaires ;
- ✓ implication de la société civile dans les différentes commissions (attribution des concessions forestières, attribution des agréments de la profession de la forêt au bois, etc.).

La liste des projets de textes réglementaires à élaborer, ci-dessous présentée, n'est pas exhaustive et sera complétée au fur et à mesure que des nouvelles préoccupations seront identifiées.

6.2.- Cadre institutionnel


- Organes chargés du contrôle et de la vérification de la légalité
 - Inspection Générale de l'Economie Forestière : Structure chargée de vérifier la légalité  délivrance des certificats de légalité (une fois/an) ;
 - Service de Contrôle des Produits Forestiers à l'Exportation : Structure chargée de délivrer les attestations FLEGT (à chaque cargaison) ;
 - Directions Départementales des Eaux et Forêts et Brigades Forestières et autres services départementaux concernés : Structures chargées du contrôle des activités forestières sur la base des textes législatifs et réglementaires ;
 - Direction des Forêts et Direction de la Valorisation des Ressources Forestières : Structures chargées du suivi de l'application des textes législatifs et réglementaires.


- Amélioration au plan institutionnel
 - Création une cellule au sein de l'Inspection Générale de l'Economie Forestière chargée de la vérification de la légalité forestière ;
 - Renforcement des capacités de l'Inspection Générale de l'Economie Forestière : renforcement des personnels et formation des cadres (grilles de légalité, gestion de la base des données, manipulation du GPS, informatique).
 - Renforcement des capacités des Directions Départementales de l'Economie Forestière et des Brigades Forestières (grilles de légalité, traçabilité, manipulation du GPS).

6.3.- Gestion des informations forestières

- Gestion des données dans la chaîne d’approvisionnement (suivi de la traçabilité des bois) à partir d’une base des données centralisée ;
- Amélioration du Système d’Information et de Gestion Forestière (SIGEF-Congo) développée depuis 2009 ;
- Développement d’un site Internet du Ministère, avec une fenêtre donnant accès à la base des données à laquelle peuvent accéder tous les intervenants ;
- Localisation de la base des données à la Direction Générale de l’Economie Forestière ;
- Validation des données fournies par les sociétés forestières par les directions départementales des eaux et forêts.

7.- Conclusion

- Engagement du Congo dans le processus  constats :
 - Insuffisance au niveau du cadre légal et réglementaire pour une bonne application ;
 - Système de traçabilité nécessitant une amélioration ;
 - Manque de synergie entre l'Administration forestière et les autres services publics dans le respect de la légalité forestière ;

- Constats  nécessité d'amélioration
 - du cadre légal et réglementaire ;
 - du système de traçabilité ;
 - des procédures de contrôle et de vérification.

- Travail important à réaliser avant la mise en œuvre de l'APV

Je vous remercie